

La Turquie entend-elle de se venger de l'attaque d'al-Watiya ?



Le ministère turc de la Défense a annoncé lundi l'intention de mener un exercice militaire inattendu. Les avions de combat F-16 de l'armée de l'air turque et les Boeing KC-135 Stratotankers effectueront un ravitaillement en vol au-dessus de la mer Méditerranée, selon le communiqué publié par le ministère.

Cette déclaration a été suivie d'une annonce soudaine d'exercice naval Navtex par la marine turque, qui devrait également avoir lieu en Méditerranée. Les manœuvres se déroulaient au large des côtes libyennes dans trois régions différentes et ont pour but de préparer les forces navales à une guerre potentielle et à « prouver la capacité de la Turquie à contrôler la région par air et par mer ». L'exercice mobilise 8 navires et 17 avions de guerre.

L'objectif, le lieu et la date choisis pour mener des exercices turcs revêtent une importance particulière en ce qui

concerne le récent incident survenu à la base aérienne d'Al-Watiya en Libye. Le 5 juillet, des avions non identifiés ont bombardé les troupes turques déployées à Al-Watiya, endommageant et détruisant des systèmes de défense aérienne turcs qui y étaient positionnés. Des responsables du gouvernement d'union national (GNA) ont accusé les alliés de l'armée nationale libyenne (ANL) de l'attaque. Le porte-parole de l'opération Volcan de colère menée par des unités du GNA a déclaré que les frappes auraient été l'œuvre de Mirage 2000-9 déployés par les Émirats arabes unis, un allié majeur de l'ANL. L'attaque a manifestement surpris Ankara et a amené les autorités turques à envisager la possibilité de recourir à la force contre l'ANL et ses alliés.

Donc, la date et le lieu des exercices permettent à la Turquie de frapper les cibles militaires de l'ANL d'importance stratégique dans la région. La Turquie souhaite envoyer un message à ses adversaires et démontrer sa détermination à recourir à la force pour protéger ses troupes en Libye, estime l'analyste militaire égyptien Samir Ragheb. En effet, lors d'une récente visite à Tripoli, le ministre turc de la Défense, Hulusi Akar, a signé un accord qui accorde à Ankara le droit d'engager une intervention militaire directe en Libye et d'établir des bases militaires dans le pays.

De telles actions et déclarations provocantes sont une preuve claire de la ferme intention de la Turquie d'utiliser la force militaire pour atteindre ses objectifs en Libye. Si Ankara décide de frapper l'ANL, cela entraînera inévitablement une nouvelle escalade de la violence et aggravera encore la situation sécuritaire déjà détériorée dans la région.

Alaeddin Saleh